

# La vocation exportatrice de la France remise en question

La France a toujours défendu sa vocation exportatrice et commercialise ses produits agricoles et agroalimentaires dans de nombreux pays de la planète. La nouvelle menace de Donald Trump d’appliquer des droits de douanes sur les importations européennes à partir du 1<sup>er</sup> août remet cette stratégie en question. Selon les filières, les conséquences seront plus ou moins impactantes pour les agriculteurs français. Décryptage.



**GRANDES CULTURES /** Structurellement exportatrice en grandes cultures, la France a vu sa position reculer au sein du marché mondial. Ouverture des marchés, changement climatique et tensions diplomatiques ont redéfini un paysage concurrentiel plus intense, posant la question de l’avenir des filières grandes cultures dans l’Hexagone.

## « Nous devons nous préparer aux dix prochaines années »

Céréaliériste et producteur de betteraves près de Meaux (Seine-et-Marne), Philippe Heusèle est président du comité des relations internationales au sein d’Intercéréales. Selon lui, la France reste un concurrent de taille face à la compétition mondiale, mais elle doit maintenir ses coûts de production pour rester dans la course. La France est le 5<sup>e</sup> exportateur mondial de blé. Avec 15 à 17 millions de tonnes (Mt) de blé exportés sur le marché international, elle se place désormais derrière la Russie (entre 45 et 55 Mt), les États-Unis, le Canada et l’Ukraine. La filière céréalière française exporte près d’une tonne sur deux de céréales au sein de l’Union européenne (UE) (Belgique, Pays-Bas, Espagne, Italie, Portugal) et vers les pays tiers (du Maghreb, le Maroc notamment, d’Afrique subsaharienne de l’Ouest, du Proche et Moyen-Orient et la Chine). « L’an dernier le rendement a été faible voire très faible sur certaines céréales, en blé tendre, blé dur et orge, mais se maintient en maïs. La disponibilité de céréales à l’exportation en est



▲ **Philippe Heusèle**, président du comité des relations internationales au sein d’Intercéréales. « *donc amoindrie* », explique Philippe Heusèle. Des fragilités auxquelles s’ajoute une concurrence forte : « Les céréales et produits céréaliéristes se situent sur des marchés internationaux ouverts, très concurrentiels, pour des raisons politiques et environnementales, et surtout depuis que l’UE a levé les tarifs douaniers à l’entrée de céréales ukrainiennes sur son marché, en 2022 ».

Thierry Pouch est économiste, responsable du service études économiques et prospective à Chambres d’agriculture France, et chercheur associé au Laboratoire Regards de l’université de Reims Champagne-Ardenne. Interview.

**Comment la balance commerciale des produits agricoles français se situe-t-elle ?**  
**Thierry Pouch :** « Rappelons d’abord que la France n’a pas connu de déficit commercial depuis 1978. Aujourd’hui, nous le sommes avec les pays de l’Union européenne (UE), mais ce déficit est compensé par notre excédent avec les pays tiers. En 2024, notre solde excédentaire était de 4,9 milliards d’euros (Md€). Nous avons moins vendu et plus importé. La situation peut être considérée comme préoccupante, mais elle n’est pas catastrophique, puisque la flambée du prix du café et du cacao peut être une source d’explications de ce solde excédentaire en baisse. »

**Puisque la France importe près de 20 % de son alimentation, est-il légitime d’évoquer une érosion de la compétitivité agricole française ?**  
**T. P. :** « Si nous devons parler d’érosion de la compétitivité française, il est essentiel de préciser qu’elle se situe au sein même de l’UE. En 2008, nous avons vu la courbe de l’excédent commercial français avec l’UE s’inverser et passer en déficit à partir de 2017. Cette bascule est notamment liée à la crise des dettes souveraines, qui a occasionné des plans d’austérité en Grèce, en Espagne et au Portugal : des pays vers lesquels nous exportons beaucoup de produits. Parallèlement, la concurrence des pays situés à l’est de l’UE s’est accrue. L’UE est ainsi devenue un espace de rivalité concurrentielle à l’intérieur duquel les États membres s’affrontent. »

**Comment ce déficit français vis-à-vis de l’Union européenne se décompose-t-il, selon les filières ?**  
**T. P. :** « En fruits et légumes, la France

connaît un déficit structurel depuis 50 ans, qui ne fait que s’aggraver. Cela s’explique par un problème de disponibilité et de pression du foncier, mais également par les coûts de la main-d’œuvre. À ces difficultés, s’ajoutent les chocs climatiques et la concurrence des fruits espagnols ou marocains. En fruits et légumes, nos seuls excédents commerciaux concernent la pomme et la pomme de terre. Concernant les volailles, et le poulet plus spécifiquement, nous étions excédentaires jusqu’au début des années 2000. Nous sommes ensuite devenus déficitaires, puisque plus de 50 % de notre consommation provient désormais de l’importation. En viande ovine, la France est très déficitaire, et son autosuffisance ne dépasse pas 50 %. En revanche, en viande bovine, nous avons encore un excédent sur les animaux vivants, puisqu’une grande partie de nos brouillards est exportée vers l’Espagne, l’Italie, la Grèce et l’Afrique du Nord. Concernant la viande porcine, nous sommes excédentaires sur la partie vivante. Mais cette dynamique se complique lorsque nous ajoutons les carcasses transformées, congelées et fraîches, ce qui explique notamment le danger de l’accord avec les pays du Mercosur. En résumé, nous importons davantage de valeur ajoutée que nous n’en exportons. Certes, nous connaissons une érosion de notre compétitivité, mais la France fait toujours partie des dix premières puissances mondiales exportatrices, notamment de vins, de produits laitiers, d’animaux vivants, de céréales, de sucre et aussi de semences. »

**Quelles conséquences pourraient avoir les hausses de taxes douanières annoncées par le président américain Donald Trump ?**  
**T. P. :** « Cela fait une dizaine d’années que nous sommes excédentaires vis-à-vis des États-Unis, à hauteur de 3 à 5 milliards d’euros (Md€). Il est donc logique que les États-Unis aient réagi. Au sein de cet excédent, les vins et spiri-



▲ **Thierry Pouch**, économiste, responsable du service études économiques et prospective à la Chambres d’agriculture France.

tueux représentent 2 Md€ et les produits laitiers, ainsi que les produits de boulangerie, plafonnent à 200 M€ chacun. La hausse des droits de douane représente-t-elle un danger ? Économiquement, oui. Soit les exportateurs compriment leurs marges à l’exportation et les prennent à leur charge, soit les consommateurs américains trouvent des produits de substitution. Une autre issue serait que les producteurs de cognac expédient seulement le liquide et embouteillent aux États-Unis, comme lors des industries se délocalisent afin de compenser les droits de douane. Quant aux fromages, le débat actuel oublie de rappeler que ceux qui sont exportés sont extrêmement pasteurisés, pour des questions de barrières sanitaires. Au regard de la situation excédentaire de l’UE vis-à-vis des États-Unis, je pense que la menace est finalement plus importante du côté de l’accord avec le Mercosur, surtout concernant la viande et le sucre. »

Propos recueillis par **Léa Rochon**



▲ Il existe une multitude de pays vers lesquels la France exporte des céréales, de la viande, des produits laitiers, des boissons alcoolisées, ou du sucre.

**PRODUITS LAITIERS /** La filière laitière française redoute la mise en place de barrières douanières comme en 1999, qui fermeraient les portes de ce marché estimé à 350 millions d’euros en 2024. Fromages d’entrée de gamme, ultrafrais, beurre et caséine pourraient être les plus touchés.

## La filière laitière s’inquiète du retour éventuel des taxes Trump

À vis de gros temps sur la filière laitière française. La menace de taxes sur les produits importés de l’Union européenne (UE) agitée par Donald Trump ne laisse pas indifférents les professionnels des produits laitiers qui réfléchissent sur leur éventuel impact. Dans une note de situation interne du Cniel (interprofession), datée de février, on peut lire que « l’ouverture d’une nouvelle guerre commerciale se profile après les annonces récentes, concernant une hausse des droits de douane sur les produits chinois, canadiens et mexicains ». Pour la filière laitière, le marché américain a représenté 350 millions d’euros (M€) d’exportations en 2024 (300 M€ en 2023), en hausse régulière ces dernières années. La France exporte surtout des fromages (deux tiers des exportations en valeur) représentant 250 millions de litres équivalent lait en 2024 (200 millions de litres en 2023), suivis des produits ultra-frais, de la caséine et du beurre. Un débouché de poids puisque les États-Unis constituent le troisième pays tiers client (hors UE) de la filière française.

### L’entrée de gamme en première ligne

Si le 1<sup>er</sup> août les droits de douane sont instaurés comme l’a indiqué le président Trump, ils touche-

ront sans doute l’ensemble des produits laitiers français, mais avec un impact qui peut être différent en fonction des produits. « Les fromages d’entrée de gamme comme l’emmental, mais aussi l’ultra-frais, le beurre et la caséine pourraient être les plus touchés, prévient François-Xavier Huard, président de la Fnli (industriels), tandis que les produits à haute valeur ajoutée, comme les AOP, s’adressant à des clients plus aisés, pourraient être moins concernés ». Le souvenir de la période des premières taxes Trump permet de se faire une idée des conséquences potentielles d’une décision similaire. Entre mi-1999 et le début de 2001, des droits de douane de 25 % avaient été ajoutés aux 10 % de droits de douane habituels, renchérissant les produits européens pour les consommateurs américains. « Le recul des envois de fromages (- 9 % en valeur) et de beurre (- 1 %) a été compensé par la hausse des ventes de caséines/caséinates (+ 52 % ) », note le Cniel qui constate « que la baisse des exportations françaises de produits laitiers en valeur entre 2019 et 2020 vers les États-Unis n’a été que de 1 % ». Les fromages ont tout de même enregistré une baisse de 14 millions d’euros entre 2019 et 2020, dont les pâtes dures. À l’inverse, les ventes de pâtes molles ont progressé (+ 400 tonnes et + 3,8 millions d’euros),

notamment le brie (+ 670 tonnes, + 4,5 millions d’euros) et celles de bleus (+ 170 tonnes, + 1,5 million d’euros) », détaille le Cniel.

### Peu d’alternatives disponibles

Reste à savoir quelles seraient les alternatives pour la filière laitière. Selon François-Xavier Huard, les marges de manœuvre sont limitées : trouver des marchés de report comme l’Amérique du Sud ou d’autres pays européens, mais il faut que les produits soient compétitifs, ce qui n’est pas toujours le cas, ou produire sur place, ce qui est réservé à peu d’opérateurs et possible seulement pour certains produits. La Fnli craint que plusieurs marchés se ferment à l’image de l’Algérie, et potentiellement des États-Unis et de la Chine, ce qui entraînerait une réduction de la collecte pour les producteurs de lait. Plusieurs questions restent toutefois ouvertes : les droits de douane seront-ils vraiment mis en place, et si oui à quel niveau et sur quels produits ? (65 codes douaniers de produits laitiers de l’UE avaient été soumis à un droit de douane additionnel en 1999), s’agit-il seulement d’une arme de négociation, et quelle sera la réaction de l’UE qui pourrait prendre des mesures de rétorsion ? ■



▲ Pour la filière laitière, le marché américain a représenté 350 millions d’euros (M€) d’exportations en 2024 (300 M€ en 2023).

C. B. (Agrapresse)